

4 - Charges Déductibles

- Frais de véhicules (coiffeurs à domicile) :

Tous vos frais de voiture sont déductibles pour leur montant réel et sur justificatifs (factures) : utilisation du barème kilométrique de l'Administration pour le remboursement des frais de voiture exclusivement réservée, normalement, aux salariés et aux dirigeants salariés de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu.

- Frais mixtes :

Les frais mixtes sont des dépenses engagées pour les besoins de l'entreprise, mais qui profitent également au chef d'entreprise ou à un associé. La partie personnelle de la dépense devra être retraitée du résultat. Les prélèvements en nature (shampooing ..) seront à réintégrer.

- Vêtements professionnels :

Les dépenses d'habillement constituent des frais professionnels si elles se rapportent à des vêtements spécifiques à la profession exercée ou qui, sans être à proprement parler spécifiques à cette profession, lui sont caractéristiques. Par exemple : les blouses, les gants (**BOI-RSA-BASE-30-50-30-40 § 90**).

- Frais de repas

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 4,95 € et inférieure à 19,10 € (pour 2021).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : 10,00 - 4,95 = 5,05 € (TTC)
- Non déductible : 4,95 €

BOI-BIC-CHG-10-10-10 § 80

N.B. : Seuils revus chaque année

- Contribution Économique Territoriale (CET) :

L'exonération de CFE s'applique aux artisans qui n'ont pas recours aux machines pour remplacer le savoir-faire, qui ne spéculent pas sur la matière première et dont leur activité est majoritairement un travail manuel. La demande est à réaliser via les imprimés 1447-C/1447-M et 1465-SD.

BOI-IF-CFE-10-30-10-90 & BOI-RES-000018

Cotisation SACEM si diffusion de musique dans l'établissement.

- Petit équipement :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (ciseaux, sèche cheveux...).

Si valeur supérieure à 500,00 € HT : immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (fauteuils, meubles, smartphone...).

ET AUSSI...

- La cotisation à un syndicat professionnel (*UNEC, CNEC...*),
- Les fournitures administratives,
- Les frais de formation (et son crédit d'impôt) ...

- Cotisations sociales :

3 régimes OBLIGATOIRES (base = bénéficiaire + Madelin) :

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2021 = 41 136 €)

- **Allocations Familiales** : 0 % sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,10 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,10 % au-delà.

- **CSG/CRDS** : **9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %).

- **Assurance Maladie** : augmentation progressive du taux de 0,85 % (Indemnités journalières) à 2,2 % pour les revenus inférieurs à 40 % PASS, de 2,2 % à 7,2 % pour les revenus compris entre 40 % et 110 % du plafond SS et 7,2 % au-delà, et taux de 6,5 % pour la fraction du revenu supérieur à 5 PASS (205 680 €).

- **Assurance Vieillesse** (Cot. de base : 17,75 % dans la limite du plafond SS et 0,60 % au-delà) (Cot. Complémentaire : 7 % dans la limite du plafond spécifique de 38 340 € en 2020 et 8 % entre le plafond spécifique et 4 PASS) (Invalidité - Décès : 1,30 % dans la limite d'un PASS).

→ Recouvrement par la Sécurité Sociale des Indépendants...

(URSSAF, CPAM et l'Assurance Retraite de la Sécurité Sociale)

Pour un début d'activité au 01/01/2021	1ère année
Allocations Familiales*	0 €
CSG-CRDS	758 €
- dont CSG déductible	531 €
CFP	119 €
Maladie 1*	522 €
Maladie 2* (indemnités journalières) base = 40% PASS	140 €
Retraite de base*	1 387 €
Retraite complémentaire	547 €
Invalidité - Décès*	102 €
TOTAL	3 575 €
<i>Total si Exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)</i>	<i>1 424 €</i>

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

*exonération de début d'activité possible

À noter que les premières cotisations sont calculées au prorata en fonction de la date de début d'activité, à l'exception de la cotisation indemnités journalières.

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite
- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

COIFFEUR – BARBIER

FICHE MÉTIER

Édition Janvier 2021



☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr

🌐 www.arcolib.fr

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

8 place du Colombier BP 40415
35004 RENNES Cedex

1 rue Anita Conti
56000 VANNES

« Le Cardo » 4 rue du Wattman
44700 ORVAULT (NANTES)

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

1 - Formalités Administratives

La nature de l'activité du coiffeur-barbier est :

- **artisanale** si l'entreprise compte moins de 10 salariés (immatriculation à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat dont il dépend)
- **commerciale** si l'entreprise compte plus de 10 salariés (immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés).

Qualification professionnelle :

- Détenir un brevet professionnel en coiffure, un brevet de maîtrise de coiffure ou une capacité délivrée à partir d'un diplôme équivalent. À défaut, exercer sous le contrôle effectif et permanent d'une personne justifiant de ces qualifications professionnelles. Dispense de qualification possible pour les coiffeurs hommes si à titre accessoire ou en complément d'une autre profession (barbier), dans une commune de moins de 2 000 habitants...
- Décret n° 97-558 du 29 mai 1997 relatif aux conditions d'accès à la profession de coiffeur et Art. 7 quater du décret n° 98-247 du 2 avril 1998 relatif à la qualification artisanale et au répertoire des métiers.**

La Chambre des Métiers propose un Stage facultatif de Préparation à l'Installation, d'une durée d'une semaine.

Dispositions à respecter :

- Tarifs libres mais les prix TTC doivent être affichés, de manière bien visible et compréhensible, à l'intérieur et à l'extérieur du salon.
- Respect règles d'hygiène et d'environnement applicables. Exemple : nettoyage des instruments de coupe et du bac de lavage entre chaque client.
- Être en conformité concernant les règles des Établissements Recevant du Public (ERP), notamment les normes de sécurité incendies et accès adapté aux personnes à mobilité réduite.
- Autorisation de la SACEM pour la diffusion de musique.

Formalités de création en fonction du choix du régime juridique :

- * **Entreprise Individuelle** : dans un délai d'un mois suivant le début d'activité : effectuer l'immatriculation auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) du lieu d'établissement de l'entreprise (formulaire CERFA n° 11676*10 ou P0i à déposer), se rapprocher de l'URSSAF et des Impôts.
- * **Société** : rédaction des statuts, avis de constitution dans un Journal d'Annonces Légales (JAL), immatriculation auprès du Greffe du Tribunal de Commerce (CFE), délivrance de l'extrait Kbis, se rapprocher de l'URSSAF et des Impôts.

2 – Fiscalité

A - MICRO-BIC & RÉEL

- * **CA ANNUEL < 176 200 € pour les ventes et 72 600 € pour les prestations de services** : Micro-BIC avec application automatique d'un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 50 % pour les prestations de services (et 71% pour le chiffre d'affaires de vente).

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années (N-1 et N-2 = pas d'activité = 0 € de CA)



Si vos charges réelles (carburant, frais de voiture, assurances, amortissements, etc...) sont supérieures à cet abattement, ce régime n'est pas intéressant.

Formulaire à compléter : 2042-C-PRO en case micro BIC (5K0) pour le montant du chiffre d'affaires annuel brut hors taxe de l'entreprise.
En cas de +/- values réalisées en Micro-BIC : rubriques 5KX à 5KR



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BIC en N+2.

* **CA ANNUEL > 176 200 € pour les ventes dont 72 600 € de prestations de services** : Réel simplifié (option possible pour le réel normal).

Déclarations n°2031 et 2033 (réel simplifié) seront à produire (ou n°2031 et 2050 si option au réel normal ou si CA > 818 000 €).

BOI-BIC-DECLA-10-10-20

Activités	Micro-BIC	Régime Réel Simplifié	Régime Réel Normal
Ventes de marchandises (VTE) <i>Ex : ventes shampooing</i>	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 176 200 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 176 200 € et 818 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 818 000 €
Prestations de services (PS) <i>Ex : coupe, brushing...</i>	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 72 600 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 72 600 € et 247 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 247 000 €

Si l'activité est mixte (vente de produits de coiffure et coupe par exemple), le respect des seuils s'interprète comme suit : Le CA global annuel ne doit pas excéder 176 200 € (Vente de produits de coiffure + coupe), et, à l'intérieur de ce CA global, la partie afférente aux activités de services ne doit pas dépasser 72 600 € (coupes).

À noter que les options fiscales retenues à l'occasion d'une création d'entreprise doivent être indiquées sur la déclaration de création d'activité de l'entreprise (formulaire P0i). Si le professionnel n'est pas sûr, il est conseillé de cocher « Micro-BIC » puis d'opter, le cas échéant, au réel.

Mais attention, l'entrepreneur au Micro-BIC qui souhaite opter à régime réel doit faire l'option au SIE par courrier avant le 1er février de la 1ère année au titre de laquelle il souhaite bénéficier du régime réel. Elle est reconduite tacitement... renonciation dans les mêmes conditions. **BOI-BIC-DECLA-10-30**

B - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

L'activité de coiffeur est une activité soumise à TVA au taux de 20 % conformément au **BOI-TVA-LIQ-20-20**.

Le salon peut être détenu en pleine propriété ou en franchise. Ainsi, un coiffeur ou un barbier, peut s'affilier auprès d'un groupe. En promouvant la marque et les produits liés à ce partenariat, il est rémunéré à chaque vente réalisée en percevant des commissions soumises au taux de TVA à 20 %.

Possibilité d'être en franchise en base de TVA dès lors que le chiffre d'affaires est inférieur à 85 800 € (VTE) et 34 400 € (PS). En cas d'activité mixte, possibilité d'être en franchise en base de TVA lorsque le chiffre d'affaires est compris entre 85 800 € et 94 300 € (VTE) avec un CA PS compris entre 34 400 € et 36 500 € (PS).
MAIS assujettissement à la TVA au 1er janvier suivant la 2ème année consécutive de dépassement du seuil de 85 800 € (VTE) ou 34 400 € (PS).

NB : Pour les entreprises nouvelles, la franchise est de droit la première année d'activité dès lors que le chiffre d'affaires limite de 94 300 € (VTE) et 36 500 € (PS) n'est pas atteint.

Option possible pour la TVA, valable 2 ans et reconduite tacitement, effet au 1er jour du mois de l'option.
BOI-TVA-DECLA-40-10-20 § 240

C - CRÉDIT D'IMPÔT FORMATION

Il s'applique aux dépenses de formation du dirigeant (entreprise individuelle ou société). Le montant du crédit d'impôt est égal au nombre d'heures de formation (dans la limite de 40H/an) par le taux horaire du SMIC (410 € max en 2021).



L'entrepreneur en Micro-BIC est exclu de ce dispositif.

3 - L'Organisme Agréé

En cas de déclaration n° 2031 (de plein droit ou sur option), l'Impôt sur le Revenu sera calculé sur le montant de votre Bénéfice, majoré de 20 % (en 2020), 15% (en 2021) et 10% (en 2022) SAUF si vous adhérez à **ARCOLIB**, vous permettant alors de ne pas subir cette majoration.
→ **Adhésion à réaliser dans les 5 mois du début d'activité**, ou dans les 5 mois suivant la clôture de l'exercice en cas d'activité déjà existante.

ARCOLIB : cotisation 2021 = 180 € TTC (50,00 € TTC si 1ère année d'activité et 30,00 € TTC si micro-BIC).

Cette cotisation est déductible du bénéfice professionnel.



Si vos recettes sont inférieures aux seuils MICRO et que vous déclarez SUR OPTION à un régime réel d'imposition, les frais d'ARCOLIB et d'expert-comptable peuvent venir en réduction d'impôt pour 2/3 de leurs montants (max 915 € par an).